

En Coup de Vent

n° 18 | décembre 2014



Se déplacer | 4

*Promouvoir et développer
les transports collectifs*

Sensibiliser | 5

*Former les demandeurs
d'emploi dans le bâtiment
aux préceptes de la
rénovation énergétique*

Labelliser | 6

*La ville d'Amiens se lance
dans une démarche
Cit'ergie®*

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

**LE JOURNAL D'INFORMATION
DE L'ADEME EN PICARDIE**

Un nouveau site pour l'ADEME Picardie !



Depuis juillet dernier, la direction régionale de l'ADEME a ouvert un nouveau site internet afin de favoriser l'accompagnement des citoyens, entreprises ou collectivités du territoire.

Pratique et fonctionnelle, dotée de rubriques intuitives, l'arborescence du site web décline par thématiques (bâtiments, déchets, changement climatique, économies d'énergie, transports...) les grands « domaines d'intervention » de l'agence permettant :

- de faire connaître la vaste palette des dispositifs d'aides ;
- de mettre en avant l'expertise et la richesse des actions menées en Picardie à travers des « exemples à suivre » ;
- d'avoir un accès facilité à des informations pratiques grâce aux divers liens et documents en ligne.

Doté d'un moteur de recherche, ce site contribuera à ce que les Picards connaissent mieux encore le fonctionnement de l'ADEME et surtout appréhendent la complexité et la diversité d'intervention et d'initiatives qu'elle mène avec ses partenaires.

À découvrir sur
www.picardie.ademe.fr

Édito de Christian FABRY

Au revoir Sophie ...



Le 24 juillet Sophie a bouclé le document de synthèse du colloque sur la prévention de la production de déchets qu'elle avait organisé avec Aline le 5 juin. Elle a passé du temps avec Ophélie, stagiaire, pour la relecture de son rapport sur les filières régionales de récupération de l'amiante. Et elle a mis la dernière main sur le programme d'animation « déchets et économie circulaire » des trois prochaines années. Puis elle a pris la route de la Vanoise et de la Bretagne.

Sophie nous a quittés le 21 août : une crise cardiaque sur son lieu de vacances en Bretagne l'a emportée.

Avec Sophie, nous faisons équipe depuis 23 ans. Elle était une grande professionnelle : engagée, créative, passionnée de l'action collective. Avec détermination et gourmandise elle a,

au fil des ans, exploré toutes les composantes économiques et sociales de la question des déchets :

- les recycleries et le réemploi des objets, dans le cadre de l'économie sociale et solidaire,
- la création d'activités et d'emploi de recyclage sur les territoires,
- la réduction des déchets et la préservation des ressources, en questionnant nos modes de vie et de consommation.

Sophie, les témoignages reçus l'ont souligné, a marqué beaucoup de ses interlocuteurs par son sourire, sa patience et sa pédagogie : son rôle a été déterminant dans la recherche de solutions dans bien des dossiers régionaux épineux.

Ce sourire nous manque : Sophie, notre collègue, était notre amie.



... Bonne retraite Ackli

Quelle longue page de l'histoire

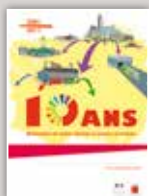
énergétique régionale aura écrit Ackli : plus de 25 ans à cheminer avec les élus des territoires picards, les bureaux d'études, les « grands maîtres d'ouvrage » de l'habitat et du tertiaire... pour convaincre et aider à réaliser des projets d'économie d'énergie et de valorisation de sources d'énergies locales et renouvelables. Avec lui, le solaire a trouvé sa place en Picardie.

Sa contribution n'a pas été que picarde : sa collaboration aux travaux nationaux de l'ADEME a été précieuse et ses avis écoutés ; et, au-delà de nos frontières, il a accompagné des projets

au Mexique, au Maroc, en Algérie, en Turquie : citoyen du monde !

La passion d'Ackli a été de partager la connaissance et l'expérience : armé d'une solide compétence technique et d'une grande rigueur, tant dans le raisonnement que dans le comportement, il a eu à cœur de monter des réseaux et de les animer : réseau des hôpitaux, réseau des Plans Climat, réseau des Espaces Info Energie, huit ans avant qu'ils ne se généralisent au niveau national... Eu à cœur aussi d'accompagner et de former un nombre incalculable de jeunes professionnels, d'apprentis ou de stagiaires.

Nul doute que cette capacité d'animation de politiques publiques sera encore, dans de nouvelles activités, mise au service de la collectivité.



Observatoire des déchets ménagers en Picardie : 10 ans (2001-2011) ADEME - Mai 2014

Synthèse des retours faits aux acteurs régionaux sur la gestion des déchets ménagers et assimilés en Picardie sur une période de 10 ans.



Énergie & climat - chiffres-clés 2013 ADEME - Janvier 2014 - 136 p. - ref. 7892

L'ADEME a souhaité réunir dans un seul document de référence les données essentielles sur la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables et les émissions de gaz à effet de serre.



Éco-communication



Les actions de communication, qu'il s'agisse de campagnes, de publications, ou d'organisation d'événements, ont un impact significatif sur l'environnement tout au long de leur cycle de vie :

- consommation de ressources naturelles (énergie, papiers, emballages...),
- utilisation de produits dangereux (encres, solvants...),
- production de déchets,
- pollutions liées aux transports...

Aussi, au même titre que le secteur industriel ou le secteur agricole, le secteur tertiaire (services, administrations...) a la responsabilité de limiter les impacts environnementaux liés à ses activités, et notamment ceux liés aux activités de communication.

L'éco-communication cherche donc à limiter les impacts environnementaux directement liés aux activités de la communication, de la conception à la diffusion, en passant par le choix des supports, des médias, etc. Elle s'appuie sur les principes de l'éco-conception, une démarche résolument créative et innovante qui vise la prise en compte de l'environnement dès la phase de conception des produits.

À titre d'exemple, votre bulletin d'information En Coup de Vent répond aux principes de l'éco-conception :

- sa maquette exploite au maximum l'espace et évite les trop grands aplats de couleur,
- le format a été pensé pour éviter la gâche papier au moment de la coupe chez l'imprimeur,
- il est imprimé sur papier recyclé par un imprimeur certifié Imprim'Vert avec des encres végétales,
- sa diffusion est assurée par un ESAT (Etablissement et service d'aide par le travail) qui facilite l'insertion des personnes handicapées dans le milieu professionnel,
- une version digitale est déclinée à chaque numéro pour privilégier une diffusion numérique et ainsi réduire les quantités imprimées.

PRÉSERVER

Transition énergétique les territoires picards en mouvement

La loi relative à la « transition énergétique pour la croissance verte » doit permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique en équilibrant mieux ses différentes sources d'approvisionnement.

Après son adoption par l'Assemblée nationale le 14 octobre, le projet de loi sera examiné par le Sénat avant un vote final au printemps 2015.

Les objectifs à moyen et long termes :

- réduire de 50% la consommation énergétique finale en 2050 (par rapport à 2012),
- baisser la consommation de ressources fossiles de 30% en 2030, diminuer de 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici 2025 et développer à 32% la part des énergies renouvelables en 2030,
- diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050.

Parmi les priorités :

- rénover les bâtiments pour économiser l'énergie, réduire les factures et créer des emplois,
- développer les transports propres pour améliorer la qualité de l'air et protéger la santé,
- favoriser le développement des énergies renouvelables pour équilibrer les énergies et valoriser les ressources des territoires,
- lutter contre les gaspillages et promouvoir l'économie circulaire.

En Picardie, la transition est déjà en marche.

D'abord, avec l'expérimentation du SPEE menée par la Région qui prévoit la rénovation de 2 000 loge-

ments en 3 ans en apportant aux particuliers un accompagnement technique et un tiers financement. Dans ce cadre, des collectivités avec l'appui de l'ADEME vont créer localement des plateformes de la rénovation ayant pour vocation de faciliter le passage à l'acte des ménages mais aussi d'aider les entreprises du secteur à monter en compétences (qualification RGE) et ainsi répondre à un marché qui devrait se massifier et être créateur d'emplois.

Ensuite, avec l'Economie circulaire, dans laquelle un grand nombre de territoires picards sont impliqués depuis 2010 au travers des plans et programmes de prévention. Des actions qui cherchent à économiser avant tout les ressources avec l'éco-conception, l'écologie industrielle, le tri et le recyclage, mais aussi valorisent la consommation responsable avec le réemploi, la réutilisation, et la réparation. Un forum régional des acteurs de l'ESS et des collectivités autour des nouvelles filières de valorisation des encombrants était d'ailleurs organisé le 25 novembre dernier à Saint Quentin à l'initiative du réseau des recycleries.

Plusieurs appels à projets nationaux viennent d'être lancés « Territoires Zéro Gaspillage Zéro Déchets », « Territoires à énergie positive pour la croissance verte », et « Plan national Méthanisation » pour lesquels des collectivités picardes ont candidaté. Toutes ces démarches doivent mettre en mouvement les territoires vers un nouveau modèle énergétique et permettre à l'ensemble des acteurs d'agir ensemble en libérant les initiatives pour une croissance verte et des emplois durables...

bertrand.veron@ademe.fr

Les entreprises RGE

En Picardie, au 1^{er} novembre 2014, il existe 489 entreprises* du bâtiment référencées au titre du label « RGE »** (Reconnu Garant de l'Environnement). La Somme est le 1^{er} département en matière d'entreprises labellisées (182 entreprises), devant l'Oise (166) puis l'Aisne (141).

Répartition des entreprises RGE par type d'activité
(en nombre d'entreprises)

	02	60	80
Chaudière condensation ou micro-cogénération gaz ou fioul	16	20	20
Equipements électriques hors ENR : chauffage, eau chaude, éclairage	16	18	22
Fenêtres, volets, portes extérieures	14	18	24
Isolation des murs et planchers bas	21	27	33
Isolation du toit	24	28	38
Ventilation	7	7	11
Chauffage et/ou eau chaude au bois	26	29	24
Chauffage et/ou eau chaude solaire	4	7	2
Forage géothermique	-	-	-
Panneaux photovoltaïques	3	3	2
Pompe à chaleur	10	8	6
Projet complet de rénovation	-	1	-

Travaux d'efficacité énergétique
Installation d'énergies renouvelables
Rénovation globale

1/3 des entreprises labellisées interviennent sur les activités d'isolation des bâtiments, 1/3 sur le chauffage-ECS, le reste étant réparti sur les aspects menuiseries extérieures, ventilation et usages spécifiques de l'électricité. Enfin, 124 entreprises proposent l'installation d'énergies renouvelables.

Ces chiffres devraient rapidement augmenter puisque, à compter du 1^{er} janvier 2015, seuls les travaux réalisés par des entreprises RGE pourront bénéficier du crédit d'impôt transition énergétique.

Trouvez un professionnel sur www.renovation-info-service.gouv.fr/trouvez-un-professionnel

christophe.roger@ademe.fr

* Ce chiffre ne tient pas compte des entreprises n'ayant pas encore déclaré leurs catégories de travaux auprès de QUALIBAT, ainsi que celles référencées par QUALIFELEC.

** 14 000 entreprises RGE référencées au niveau national.



SE DÉPLACER

Promouvoir et développer les transports collectifs

Améliorer la fréquentation des transports collectifs, et favoriser le report modal vers des alternatives à la voiture individuelle, sont des enjeux importants à l'échelle locale et régionale.

De nombreux moyens d'incitation sont possibles : améliorer l'offre en fréquence, en lisibilité ou adapter la tarification... Il existe par exemple une bonne élasticité entre l'augmentation de l'offre proposée et la captation d'une nouvelle clientèle, dès lors que la politique globale de mobilité reste cohérente, notamment en termes de stationnement.

Se pose alors la question des ressources financières, qui ne peuvent pas constamment être augmentées : comment, à offre quasi constante (et atteignant déjà un bon niveau de performance), continuer à convaincre encore davantage de citoyens d'utiliser les transports urbains ou interurbains, réguliers ou à la demande ?

En Picardie, la Caisse d'Épargne (pour ses salariés) et le Conseil régional (pour son offre TER) ont utilisé avec succès les méthodes dites « d'accompagnement individualisé » pour inciter de nouveaux usagers volontaires à utiliser les transports collectifs. Au vu des reports modaux observés dans les échantillons de volontaires (30 à 60% des volontaires envisagent de poursuivre ou poursuivent l'utilisation du mode alternatif), l'ADEME et le Conseil régional de Picardie proposent actuellement aux Auto-

rités organisatrices de transport urbains (et leurs délégataires) d'expérimenter l'utilisation de ces méthodes innovantes pour capter une clientèle nouvelle.

Des rencontres avec les services transport d'agglomérations régionales ont permis de définir une organisation et un calendrier pour la mise en place de cette opération. Il est notamment apparu nécessaire de s'appuyer sur les compétences du laboratoire de psychologie sociale (CRP-CPO) de l'Université de Picardie Jules Verne. Un soutien ADEME / Région permet donc à ce laboratoire de proposer un accompagnement méthodologique et technique portant sur :

- l'appui au recrutement des usagers volontaires et à l'apport de conseils individualisés
- la construction d'une méthodologie d'entretien avec les volontaires (avant et après l'expérimentation) et d'évaluation de la démarche
- la conduite des entretiens avec les volontaires
- l'analyse de ces entretiens pour en tirer les enseignements les plus pertinents dans la construction des futures campagnes de communication
- le transfert des savoir-faire pour permettre de reconduire ces démarches.

Vous êtes une collectivité et vous êtes intéressé ? L'opération débute en janvier 2015, n'hésitez pas à faire acte de candidature.

yannick.paillet@ademe.fr

FÉDÉRER

Un forum pour la prévention des déchets en Picardie

Le 5 juin 2014, un premier Forum régional de la Prévention des Déchets a été organisé, à l'Université de Picardie Jules Verne à Amiens.

Issues des collectivités engagées (élus et techniciens), mais aussi des mondes économique et associatif picards 120 personnes ont participé à cette journée, destinée à dresser un premier bilan des actions menées en matière de prévention des déchets et à chercher des complémentarités avec les politiques connexes de développement territorial.

Des présentations en salle ont permis, dans un premier temps, de donner la parole aux collectivités, afin qu'elles expriment leur retour d'expérience.

En marge des présentations en salle, des moments plus informels d'échange ont été organisés. Des stands d'exposition ont ainsi été animés par une série de collectivités volontaires. Deux sessions de *speed dating* permettant aux collectivités d'échanger, rapidement mais efficacement, sur des sujets choisis par elles-mêmes ont été proposées avec succès en parallèle.

Enfin, une table ronde a clôturé la journée, sur le thème : *Produire moins de déchets, recycler et valoriser davantage, économiser les ressources.*

aline.blin@ademe.fr



SENSIBILISER

Former les demandeurs d'emploi à la rénovation énergétique

La transition énergétique fait évoluer les métiers du bâtiment qui doivent aujourd'hui répondre à des normes énergétiques de plus en plus élevées. Ces exigences sont applicables aux constructions neuves et le seront d'ici 2020 pour l'ensemble de l'existant.



© Roland BOURGUET/ADÉME

Le travail mené par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Bohain en Vermandois, en partenariat avec l'ADÉME et Alliance Ville Emploi sur les métiers du bâtiment et la maîtrise de l'énergie dans

l'habitat, a fait émerger la nécessité d'informer les **conseillers Emploi et formation** sur ces nouvelles normes énergétiques et de former les demandeurs d'emploi aux nouvelles techniques et matériaux de construction.

À partir de janvier 2015, le Conseil régional proposera aux demandeurs d'emploi une vingtaine de stages de formation sur l'efficacité énergétique du bâtiment (isolation, ventilation, chauffe-eau solaire, photovoltaïque, pompe à chaleur, chaufferie, poêles à plaquettes ou granulés de bois). Des stages rendus possibles par la mobilisation des organismes de formation picards et la mise à disposition des plateaux de formation adaptés tels que Praxibat.

Afin d'informer les demandeurs d'emploi de l'existence de ces stages, Pôle Emploi, le Conseil ré-

gional et l'ADÉME, avec l'aide de Constructys, du CoDEM et de la MEF du Vermandois, ont monté au préalable une demi-journée d'information des conseillers de Pôle Emploi. Par la suite, ont été mises en place pour les 3 départements des demi-journées de sensibilisation auprès des demandeurs d'emploi qui avaient une expérience professionnelle dans le bâtiment (couvreur, maçon, chauffagiste, plombier, plaquiste, menuisier, charpentier, carreleur, peintre, ...).

Cette centaine de demandeurs d'emploi qui a participé à ces sessions pourra profiter des stages et des perspectives d'emplois liées au développement du marché de la rénovation.

evelyne.journaux@ademe.fr

Amiens se lance dans la démarche Cit'ergie®



Le label Cit'ergie® est une méthode déposée au niveau européen, portée au niveau français par l'ADEME. Il est destiné aux collectivités (communes et intercommunalités) qui s'engagent activement à améliorer leur politique énergie durable.

Ce label traite de 6 domaines sur lesquels la collectivité peut intervenir :

- politique d'aménagement du territoire,
- patrimoine de la collectivité,
- approvisionnement en énergie, eau, assainissement,
- mobilité,
- organisation interne,
- communication, coopération.

La démarche Cit'ergie® est « mathématique » : les 6 domaines sont déclinés en 79 actions pour une valeur totale de 500 points.

Néanmoins, suivant les compétences de la collectivité, certaines actions ne sont pas possibles à mettre en œuvre. Dans ce cas, le potentiel maximal de point est inférieur à 500 et se détermine en fonction du potentiel réel des collectivités.

Les actions vont au-delà de la réglementation, qui elle, est en perpétuelle modification. Elles sont donc évolutives, tout comme le label qui est applicable pour 4 ans.

Trois seuils existent dans la démarche Cit'ergie® :

Une collectivité peut avoir la reconnaissance *Cap Cit'ergie®* si elle a mis en œuvre 35% de son potentiel d'actions et montre la volonté de se rapprocher à court terme du label Cit'ergie®.

Le label Cit'ergie® correspond à une mise en œuvre à 50% de son potentiel d'actions et le label *Cit'ergie® Gold* à 75%.

La démarche Cit'ergie® comprend 4 étapes qui seront réalisées avec l'appui d'un conseiller Cit'ergie® (prestataire extérieur). Tout d'abord la collectivité doit se mettre en mode projet : elle

va devoir s'organiser de manière transversale pour mener ce projet en interne. Elle va ensuite réaliser un diagnostic pour déterminer où elle en est. À partir de cela, elle va pouvoir construire un programme d'actions en matière de réduction des consommations énergétiques. Enfin, ce programme d'action va être évalué. Seules les actions terminées peuvent être comptabilisées.

Début 2014, il y avait au plan national 2 collectivités *Gold* (Dunkerque et Besançon), 21 collectivités labellisées *Cit'ergie®*, 12 collectivités *Cap Cit'ergie®* et 46 collectivités en cours de processus.

Accompagnée financièrement par l'ADEME et la Région Picardie au travers du Fonds Régional de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (FREME), Amiens Métropole est la première collectivité picarde à se lancer dans cette démarche. En espérant que d'autres suivront prochainement...

+ d'infos : www.citergie.ademe.fr

florent.dupuis@ademe.fr



Tout savoir sur les logos environnementaux apposés sur les produits de consommation courante
ADEME - Mars 2014 - 88 p. + CDrom - réf. G21734

L'Ademe via cette étude a analysé 119 logos pour permettre aux consommateurs de mieux les connaître et les comprendre.



Quels projets d'aménagement pour renforcer l'attractivité de la gare de mon territoire ?
ADEME / Conseil régional de Picardie Octobre 2014 - ref. 7392

Pour les collectivités, des pistes pour dynamiser les espaces autour des gares.

eugenie.bugni@ademe.fr

INFORMER

Un site dédié à la formation continue des professionnels du bâtiment

Afin de faciliter et d'améliorer l'accès aux offres de formations continues dans le domaine du bâtiment durable, le Conseil régional de Picardie vient de mettre en place un portail unique visant à mieux informer les entreprises.

Ce site web regroupe l'ensemble des formations proposées par les différents partenaires

et organismes de formation des professionnels du bâtiment. Cette initiative vise notamment à accompagner la montée en compétence des entreprises pour l'obtention de la mention « Reconnu Garant de l'Environnement » (RGE), signe de qualité créé par les pouvoirs publics au titre de l'éco-conditionnalité des aides financières et fiscales (CITE et EcoPTZ).

christophe.roger@ademe.fr



formation-batiment-durable.picardie.fr

ANALYSER

L'évaluation de la politique énergie-ressources-climat 2007-2013

Engagée par la Région et copilotée par l'ADEME, une évaluation de la politique énergie-climat-ressources a été réalisée en 2013-2014.

Le bilan quantitatif de l'évaluation met notamment en avant :

- un effet levier important des aides apportées (156,7 M€ d'aides pour un coût d'opérations de 795 M€)
- un nombre conséquent de structures touchées (2 000 structures > entreprises, associations et collectivités)
- des effets sur l'emploi estimés à 6 000 etp
- 180 000 teq CO₂ évitées par an.

Cette évaluation pointe également une articulation forte des moyens d'intervention (FREME, Fonds Chaleur, Fonds déchets, FEDER) et une complémentarité ADEME / Région dans la mobilisation des partenaires. Elle confirme par ailleurs des avancées significatives sur les politiques (notamment sur EnR et bâtiment). Ces avancées peuvent permettre une généralisation : le SPEE, l'expérience « logement social », les contrats de filière, et les approches « économie circulaire » en sont les éléments préparatoires.

Pour poursuivre l'impact et augmenter l'utilité des politiques menées en matière d'énergie-climat-ressource, des pistes de travail sont proposées : elles ont été classées de manière sectorielle ou thématique. Mais devant l'importance des enjeux (par exemple ceux du SRCAE) et le besoin de massification, il est apparu nécessaire de renforcer le processus d'action.

Au-delà de l'amélioration du fonctionnement du partenariat ADEME / Région, il est recommandé de :

- renforcer l'accompagnement des collectivités dans leurs fonctions de gestion de patrimoine, d'autorité organisatrice ou d'animation par exemple sur la base de « contrats d'objectifs »,
- mobiliser et amplifier la diffusion des bonnes pratiques auprès des usagers finaux et contribuer à l'évolution des comportements.

Ces recommandations sont autant de pistes pour préparer les axes d'interventions de la période 2015-2020. Elles constituent deux des futurs modes de soutien de l'ADEME jusqu'en 2020.

yannick.paillet@ademe.fr



EMPREINTE CARBONE DES ORGANISATIONS, DES SERVICES ET DES PRODUITS : ÉVALUER ET AGIR

08 janvier 2015, Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris

thomas.gourdon@ademe.fr

6^e ASSISES NATIONALES DE L'ÉNERGIE
Bordeaux, 27-29 janvier 2015

« Transition énergétique : tous concernés, faisons-la ensemble »

www.assises-energie.net
03 28 26 27 81/59

2^e ASSISES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
Paris, 16-17 juin 2015

02 41 20 42 30
evelyne.perreon@ademe.fr

RÉSEAU D'ÉCHANGES TECHNIQUES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Amiens, le 19 mars 2015

Animer son territoire sur le marché de la rénovation

www.ret-ademe-picardie.fr
Ou 03 22 45 19 19
chantal.besse@ademe.fr

JOURNÉE TECHNIQUE ATEE
Amiens, le 16 avril 2015

Actualité sur les Certificats d'Économie d'Énergie

03 22 45 19 18
genevieve.delattre@ademe.fr

LES RENDEZ-VOUS DE L'ADEME
Amiens, le 4 juin 2015

Aménagement et urbanisme : vers quel modèle de ville en 2050 ?

03 22 45 55 48
eugenie.bugni@ademe.fr

S'ENGAGER

ABC' Terre, quand l'agriculture picarde lutte contre le changement climatique

Dans le cadre de « ses activités recherche », l'ADEME lance chaque année un certain nombre d'appels à projets sur des thèmes en lien avec les défis de la transition énergétique et écologique.

En 2012, l'ADEME a lancé l'appel à projet REACCTIF (recherche sur l'atténuation du changement climatique par l'agriculture et la forêt) qui vise à améliorer les connaissances sur la contribution de l'agriculture et de la forêt à la lutte contre le changement climatique en passant par des actions d'atténuation, de production de biomasse ou encore d'efficacité énergétique.

L'ADEME a sélectionné le projet de recherche appliquée ABC'Terre (« Atténuation du Bilan de gaz à effet de serre et stockage de Carbone organique dans les sols à l'échelle du TERRitoirÉ ») dont l'objectif premier est de proposer une méthode consolidée et validée d'estimation des variations de flux de carbone dans les sols, en fonction des systèmes de culture pratiqués et du pédoclimat à l'échelle d'un territoire. Il prévoit également la mise au point d'une méthode de calcul des émissions nettes de GES, adaptée à l'échelle du système de culture, intégrant la prise en compte des flux de carbone des sols permettant d'évaluer l'impact global des pratiques agricoles. Ces méthodes seront appliquées sur des territoires choisis au sein de deux régions (Alsace et Picardie)

pour tester des stratégies d'amélioration des stocks de carbone des sols cultivés et d'atténuation du bilan de GES. Les enjeux environnementaux traités par le projet relèvent de problématiques respectivement centrales pour chacune des deux régions : lutte contre l'érosion, susceptible de s'intensifier suite au changement climatique, en Alsace, et réintroduction de légumineuses dans les rotations, préconisée par le SRCAE en Picardie.

Au-delà des applications testées dans le projet, les méthodes se veulent génériques pour pouvoir traiter d'autres problématiques dans d'autres régions de France, par exemple : évaluation de l'approvisionnement d'unités de production de bioénergie par des biomasses agricoles. Enfin, les méthodes développées offrent la perspective d'adaptation pour compléter des outils de bilan GES territoriaux existants comme CLIMAGRI.

Le projet ABC'Terre est animé par Agro-Transfert Ressources et Territoires, en partenariat avec LaSalle Beauvais, l'ARAA⁽¹⁾, Agro-ParisTech, l'INRA, le LDAR⁽²⁾ et la Chambre d'Agriculture de Poitou Charentes. Il est labellisé par le RMT (Réseau Mixte Technologie) Sols et Territoires.

iman.bahmani@ademe.fr

ABC'Terre en quelques chiffres
Montant du projet : 338 425 €
Montant d'aide : 198 308 €
Durée : 3 ans

(1) Association pour la Relance Agronomique en Alsace
(2) Laboratoire Départemental d'Analyse et de Recherche



Directeur de publication : Christian FABRY
Rédacteur en chef : Bertrand VÉRON
Comité de lecture : Béatrice HÉLAINE
ADEME Direction Régionale Picardie
Immeuble APOTIKA | 67, avenue d'Italie | 80094 Amiens Cedex
Tél : 03 22 45 18 90 | ademe.picardie@ademe.fr | ademe.fr/picardie

www.ademe.fr